



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/43/980
18 décembre 1988
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

Quarante-troisième session
CINQUIEME COMMISSION
Point 114 de l'ordre du jour

BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1988-1989

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : Mme Flor Acconciamesa de RODRIGUEZ (Venezuela)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrophes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 6	4
II. BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1988-1989	7 - 11	4
III. EXAMEN DE SUJETS PARTICULIERS	12 - 50	25
1. Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à ses première et seconde sessions ordinaires de 1988	12 - 16	25
2. Emploi de consultants et de participants à des groupes spéciaux d'experts	17 - 18	27
3. Centre international de calcul : projet de budget pour 1989	19 - 20	27
4. Premier rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	21 - 22	27

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u> s
5. Jugement No 421 du Tribunal administratif des Nations Unies relatif à l'application du facteur de correction de la rémunération aux ajustements de poste pour Genève et Vienne à compter du 1er septembre 1986	23 - 24	28
6. Prêt à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel	25	28
7. Emoluments des membres de la Cour internationale de Justice	26 - 27	28
8. Mesures concernant le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990	28 - 29	28
9. Projets de construction à Addis-Abeba et Bangkok	30 - 31	29
10. Prévisions révisées au chapitre 2B (Affaires de désarmement) comme suite aux recommandations du Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement	32 - 33	29
11. Prévisions révisées au chapitre 2A (Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité; maintien de la paix) : Mission de bons offices des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan ..	34 - 35	30
12. Examen des frais de voyage et des indemnités connexes des participants aux réunions de l'Organisation des Nations Unies	36 - 37	30
13. Conditions de voyage par avion	38 - 39	30
14. Organisation et méthodes pour les voyages officiels	40 - 41	31
15. Prévisions révisées au chapitre 28 (Administration et gestion) : mise en place d'un système intégré de gestion	42 - 44	31
16. Premier rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989	45 - 46	32

/...

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
17. Previsions révisées pour l'exercice biennal 1988-1989, compte tenu notamment des plans concernant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 ...	47 - 48	33
18. Versements à la cessation de service dans le cas du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale et de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement	49 - 50	33
IV. RECOMMANDATIONS DE LA CINQUIEME COMMISSION	51	33

I. INTRODUCTION

1. A sa 3e séance plénière, le 23 septembre 1988, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa quarante-troisième session la question intitulée "Budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989" et de la renvoyer à la Cinquième Commission.

2. La Cinquième Commission a examiné cette question à ses 7e, 8e, 10e, 11e, 12e, 14e, 16e, 18e, 19e, 21e, 23e, 24e, 27e, 29e, 30e, 31e, 33e, 36e, 37e, 39e à 48e, 50e et 51e séances, les 12, 13, 18, 19, 20, 24, 25, 27, 28 et 31 octobre, les 1er, 2, 9, 11, 14, 15, 17, 21, 23 et 30 novembre, et les 5, 6, 8, 9, 12, 13, 14, 15, 18 et 19 décembre 1988.

3. Les commentaires et observations formulés au cours du débat sur cette question sont consignés dans les comptes rendus analytiques de ces séances (A/C.5/43/SR.7, 8, 10 à 12, 14, 16, 18, 19, 21, 23, 24, 27, 29, 30, 31, 33, 36, 37, 39 à 48, 50 et 51).

4. A la section II du présent rapport sont récapitulées les recommandations que la Cinquième Commission a faites à la présente session à l'issue de l'examen des prévisions révisées présentées par le Secrétaire général ainsi que des incidences qu'avaient sur le budget-programme les résolutions adoptées par l'Assemblée générale sur la recommandation de ses grandes commissions ou les résolutions portant sur des questions traitées en séance plénière.

5. A la section III du présent rapport sont récapitulés les sujets particuliers (autres que les incidences des projets de résolution sur le budget-programme) que la Cinquième Commission a examinés et à propos desquels elle a adopté des décisions (autres que des ouvertures de crédits) qu'elle devait recommander à l'Assemblée générale d'adopter.

6. Les recommandations de la Cinquième Commission sont reproduites dans la section IV du présent rapport.

II. BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1988-1989

7. Par ses résolutions 42/226 A et B du 21 décembre 1987, l'Assemblée générale avait ouvert des crédits d'un montant total de 1 769 586 300 dollars pour l'exercice biennal 1988-1989 et avait approuvé des prévisions de recettes d'un montant total de 337 330 200 dollars.

8. Les recommandations que la Cinquième Commission a faites à la présente session de l'Assemblée générale en ce qui concerne les prévisions révisées présentées par le Secrétaire général, ainsi que les incidences qu'avaient sur le budget-programme les résolutions adoptées par l'Assemblée à propos de questions examinées par d'autres grandes commissions ou en séance plénière, entraînent une augmentation nette de 19 160 000 dollars du montant des crédits ouverts et une augmentation nette de 7 113 100 dollars du montant des prévisions de recettes.

/...

9. Les prévisions révisées de dépenses et de recettes qui sont approuvées par la Cinquième Commission, ainsi que les incidences financières des résolutions qui ont été recommandées par les autres grandes commissions et approuvées ultérieurement par l'Assemblée générale sont récapitulées ci-après, par chapitre des dépenses et des recettes :

Chapitres	Crédits ouverts par les résolutions 42/226 A et B de l'Assemblée générale	Augmentations (ou diminutions) approuvées à la présente session	Total
(En dollars des Etats-Unis)			
<u>Chapitre des dépenses</u>			
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	44 932 900		
a) Inscription du Mozambique sur la liste des pays les moins avancés (A/C.5/43/32, A/C.5/43/SR.33, A/43/825, décision 43/431 de l'Assemblée générale)		39 000	
b) Rapport du Comité des relations avec le pays hôte (A/C.5/43/57, A/C.5/43/SR.40, A/43/910, résolution 43/49 de l'Assemblée générale)		440 700	
c) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		1 632 200	
d) Ressources additionnelles à prévoir aux sections A.1 (Assemblée générale), A.4 (Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation des Nations Unies et son secrétariat) et B.12 (Bureau de la recherche et de la collecte d'informations) du chapitre premier (A/C.5/43/1/Rev.1, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		476 500	
e) Plans visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1/Rev.1 et Add.1 et 2, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		2 692 400	
Total		5 280 800	50 213 700

/...

Chapitres	Crédits ouverts par les résolutions 42/226 A et B de l'Assemblée générale	Augmentations (ou diminutions) approuvées à la présente session	Total
(En dollars des Etats-Unis)			
2A. Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité : maintien de la paix	80 462 100		
a) Mission de bons offices des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan (A/C.5/43/22 et Add.1 et Corr.1, A/43/7/Add.7, A/C.5/43/SR.37)		13 402 500	
b) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		4 011 800	
c) Plans visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1/Rev.1 et Add.1 et 2, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		694 700	
d) Question du Sahara occidental (A/C.5/43/59, A/C.5/43/SR.48)		687 900	
Total		18 796 900	99 259 000
2B. Affaires de désarmement	9 430 600		
a) Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (A/C.5/43/20, A/C.5/43/SR.36)		221 100	
b) La vérification sous tous ses aspects (A/C.5/43/39, A/43/7/Add.9, A/C.5/43/SR.41, A/43/938, résolution 43/81 B de l'Assemblée générale)		147 300	
c) Armes chimiques et bactériologiques (biologiques) (A/C.5/43/46, A/43/7/Add.9, A/C.5/43/SR.41, A/43/938, résolution 43/74 A de l'Assemblée générale)		60 500	

/...

Chapitres	Crédits ouverts par les résolutions 42/226 A et B de l'Assemblée générale	Augmentations (ou diminutions) approuvées à la présente session	Total
(En dollars des Etats-Unis)			
d) Désarmement général et complet (A/C.5/43/48, A/43/7/Add.9, A/C.5/43/SR.41, A/43/938, résolution 43/75 N de l'Assemblée générale		122 800	
e) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		86 800	
f) Plans visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1/Rev.1, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		178 500	
Total		<u>817 000</u>	10 247 600
3. Affaires politiques, tutelle et décolonisation	31 824 500		
a) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		673 700	
b) Plans visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1/Rev.1 et Add.1 et 2, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		921 100	
Total		<u>1 594 800</u>	33 419 300

/...

Chapitres	Crédits ouverts par les résolutions 42/226 A et B de l'Assemblée générale	Augmentations (ou diminutions) approuvées à la présente session	Total
(En dollars des Etats-Unis)			
4. Organes directeurs (activités économiques et sociales)	2 040 600		
a) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		(58 200)	
Total		(58 200)	1 982 400
5A. Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale	3 840 100		
a) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		119 300	
b) Plans visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1/Rev.1 et Add.1 et 2, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		113 400	
Total		232 700	4 072 800
5. Bureau de liaison des commissions régionales	641 000		
a) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		22 300	
b) Plans visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1/Rev.1 et Add.1 et 2, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		89 300	
Total		114 900	755 900
			/...

Chapitres	Crédits ouverts par les résolutions 42/226 A et B de l'Assemblée générale	Augmentations (ou diminutions) approuvées à la présente session	Total
(En dollars des Etats-Unis)			
6A. Département des affaires économiques et sociales internationales	40 280 500		
a) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		1 128 700	
b) Plans visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1/Rev.1 et Add.1 et 2, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		827 500	
Total		<u>1 956 200</u>	42 236 700
6B. Activités concernant les questions de développement social à l'échelle mondiale	12 007 100		
a) Prévisions révisées comme suite aux décisions prises par le Conseil économique et social à ses première et seconde sessions ordinaires de 1988 (A/C.5/43/5, A/43/7/Add.1, A/C.5/43/SR.27)		53 000	
b) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		(785 200)	
c) Plans visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1/Rev.1 et Add.1 et 2, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		(1 013 000)	
Total		<u>(1 745 200)</u>	10 261 900

/...

Chapitres	Crédits ouverts par les résolutions 42/226 A et B de l'Assemblée générale	Augmentations (ou diminutions) approuvées à la présente session	Total
(En dollars des Etats-Unis)			
7. Département de la coopération technique pour le développement	19 922 900		
a) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		483 900	
b) Plans visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1/Rev.1 et Add.1 et 2, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		1 510 300	
Total		1 994 200	21 917 100
<u>Note : Il n'y a pas de chapitre 8</u>			
9. Sociétés transnationales	9 529 200		
a) Prévisions révisées comme suite aux décisions prises par le Conseil économique et social à ses première et seconde sessions ordinaires de 1988 (A/C.5/43/5, A/43/7/Add.1, A/C.5/43/SR.27)		185 900	
b) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		319 400	
c) Plans visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1/Rev.1 et Add.1 et 2, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		(155 800)	
Total		349 500	9 878 700

/...

Chapitres	Crédits ouverts par les résolutions 42/226 A et B de l'Assemblée générale	Augmentations (ou diminutions) approuvées à la présente session	Total
(En dollars des Etats-Unis)			
10. Commission économique pour l'Europe	35 797 400		
a) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		(1 622 500)	
b) Plans visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1/Rev.1 et Add.1 et 2, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		444 100	
Total		(1 178 400)	34 619 000
11. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	33 483 000		
a) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		1 568 400	
b) Plans visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1/Rev.1 et Add.1 et 2, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		796 600	
Total		2 365 000	35 848 000
12. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	43 069 900		
a) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		(675 000)	

/...

Chapitres	Crédits ouverts par les résolutions 42/226 A et B de l'Assemblée générale	Augmentations (ou diminutions) approuvées à la présente session	Total
(En dollars des Etats-Unis)			
b) Plans visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1/Rev.1 et Add.1 et 2, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		416 100	
Total		(258 900)	42 811 000
13. Commission économique pour l'Afrique	44 234 600		
a) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		3 896 000	
b) Plans visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1/Rev.1 et Add.1 et 2, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		3 076 600	
Total		6 972 600	51 207 200
14. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	32 599 900		
a) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		2 581 400	
b) Plans visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1/Rev.1 et Add.1 et 2, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		1 584 900	
Total		4 166 300	36 766 200

/...

Chapitres	Crédits ouverts par les résolutions 42/226 A et B de l'Assemblée générale	Augmentations (ou diminutions) approuvées à la présente session	Total
(En dollars des Etats-Unis)			
15. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	78 936 000		
a) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		(3 600 600)	
b) Plans visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1/Rev.1 et Add.1 et 2, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		<u>1 622 800</u>	
Total		(1 977 800)	76 958 200
16. Centre du commerce international	12 242 800		
a) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		<u>1 166 300</u>	
Total		1 166 300	13 409 100
17. Centre pour la science et la technique au service du développement	3 971 300		
a) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		111 700	
b) Plans visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1/Rev.1 et Add.1 et 2, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		<u>(259 000)</u>	
Total		(147 300)	3 824 000
			/...

Chapitres	Crédits ouverts par les résolutions 42/226 A et B de l'Assemblée générale	Augmentations (ou diminutions) approuvées à la présente session	Total
(En dollars des Etats-Unis)			
18. Programme des Nations Unies pour l'environnement	10 651 100		
a) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		171 800	
b) Plans visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1/Rev.1 et Add.1 et 2, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		(231 600)	
Total		(59 800)	10 591 300
19. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)	8 356 100		
a) Prévisions révisées comme suite aux décisions prise par le Conseil économique et social à ses première et seconde sessions ordinaires de 1988 (A/C.5/43/5, A/43/7/Add.1, A/C.5/43/SR.27)		121 500	
b) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		435 600	
c) Plans visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1/Rev.1 et Add.1 et 2, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		(190 700)	
Total		364 400	8 722 500

/...

Chapitres	Crédits ouverts par les résolutions 42/226 A et B de l'Assemblée générale	Augmentations (ou diminutions) approuvées à la présente session	Total
(En dollars des Etats-Unis)			
20. Contrôle international des drogues	8 750 200		
a) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		(669 700)	
b) Plans visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1/Rev.1 et Add.1 et 2, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		(646 900)	
Total		(1 316 600)	7 433 600
21. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	39 444 400		
a) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		(1 232 600)	
b) Plans visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1/Rev.1 et Add.1 et 2, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		(2 279 800)	
Total		(3 512 400)	35 932 000
22. Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe	7 289 400		
a) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		(296 100)	

/...

Chapitres	Crédits ouverts par les résolutions 42/226 A et B de l'Assemblée générale	Augmentations (ou diminutions) approuvées à la présente session	Total
(En dollars des Etats-Unis)			
b) Plans visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1/Rev.1 et Add.1 et 2, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		(48 500)	
Total		(344 600)	6 944 800
23. Droits de l'homme	17 008 800		
a) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		(808 100)	
b) Plans visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1/Rev.1 et Add.1 et 2, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		736 500	
Total		(71 600)	16 937 200
24. Programme ordinaire de coopération technique	32 346 100		
a) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		72 300	
Total		72 300	32 418 400
25. Cour internationale de Justice	12 527 700		
a) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		57 600	
			/...

Chapitres	Crédits ouverts par les résolutions 42/226 A et B de l'Assemblée générale	Augmentations (ou diminutions) approuvées à la présente session	Total
(En dollars des Etats-Unis)			
b) Plans visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1/Rev.1 et Add.1 et 2, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		665 500	
Total		<u>723 100</u>	13 250 800
26. Activités juridiques	16 706 000		
a) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		(25 200)	
b) Plans visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1/Rev.1 et Add.1 et 2, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		(46 800)	
Total		<u>(72 000)</u>	16 634 000
27. Information	77 001 700		
a) Politique d' <u>apartheid</u> du Gouvernement sud-africain (A/C.5/43/ 50/Add.1, A/C.5/43/SR.40, A/43/901, résolution 43/50 H de l'Assemblée générale)		46 000	
b) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		693 400	

/...

Chapitres	Crédits ouverts par les résolutions 42/226 A et B de l'Assemblée générale	Augmentations (ou diminutions) approuvées à la présente session	Total
(En dollars des Etats-Unis)			
c) Plans visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1/Rev.1 et Add.1 et 2, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		514 700	
Total		1 254 100	78 255 800
28. Administration et gestion	377 150 000		
a) Mise en place d'un système intégré de gestion (A/C.5/43/24, A/43/7/Add.10, A/C.5/43/SR.45)		3 425 700	
b) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		(2 295 400)	
c) Plans visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1/Rev.1 et Add.1 et 2, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		(7 129 500)	
Total		(5 999 200)	371 150 800
29. Services de conférence et bibliothèques	333 779 200		
a) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		(3 942 100)	

/...

Chapitres	Crédits ouverts par les résolutions 42/226 A et B de l'Assemblée générale	Augmentations (ou diminutions) approuvées à la présente session	Total
(En dollars des Etats-Unis)			
b) Plans visant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, établis comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211 (A/C.5/43/1/Rev.1 et Add.1 et 2, A/43/651 et Add.1, A/C.5/43/SR.50)		(4 886 700)	
Total		(8 828 800)	324 950 400
30. Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies	3 520 800	-	3 520 800
31. Contributions du personnel	266 605 900		
a) Prévisions révisées comme suite aux décisions prises par le Conseil économique et social à ses première et seconde sessions ordinaires de 1988 (A/C.5/43/5, A/43/7/Add.1, A/C.5/43/SR.27)		10 900	
b) Mission de bons offices des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan (A/C.5/43/22 et Corr.1 et Add.1, A/43/7/Add.7, A/C.5/43/SR.37)		503 400	
c) Mise en place d'un système intégré de gestion (A/C.5/43/24, A/43/7/Add.10, A/C.5/43/SR.45)		358 400	
d) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		(4 258 500)	
Total		(3 258 800)	263 220 100

/...

Chapitres	Crédits ouverts par les résolutions 42/226 A et B de l'Assemblée générale	Augmentations (ou diminutions) approuvées à la présente session	Total
(En dollars des Etats-Unis)			
32. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	19 202 500		
a) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		(106 500)	
Total		(106 500)	19 096 000
Total chapitres des dépenses	<u>1 769 586 300</u>	<u>19 160 000</u>	<u>1 788 746 300</u>

/...

Chapitres	Crédits ouverts par les résolutions 42/226 A et B de l'Assemblée générale	Augmentations (ou diminutions) approuvées à la présente session	Total
(En dollars des Etats-Unis)			
<u>Chapitre des recettes</u>			
1. Recettes provenant des contributions du personnel	271 019 900		
a) Prévisions révisées comme suite aux décisions prises par le Conseil économique et social à ses première et seconde sessions ordinaires de 1988 (A/C.5/43/5, A/43/7/Add.1, A/C.5/43/SR.27)		10 900	
b) Mission de bons offices des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan (A/C.5/43/22 et Corr.1 et Add.1, A/43/7/Add.7, A/C.5/43/SR.37)		503 400	
c) Mise en place d'un système intégré de gestion (A/C.5/43/24, A/43/7/Add.10, A/C.5/43/SR.45)		358 400	
d) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.47)		(4 311 100)	
Total		(3 438 400)	267 581 500
2. Recettes générales	54 542 300		
a) Mission de bons offices des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan (A/C.5/43/22 et Corr.1 et Add.1, A/43/7/Add.7, A/C.5/43/SR.37)		5 000 000	
b) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.46)		3 492 900	
Total		8 492 900	63 035 200

/...

Chapitres	Crédits ouverts par les résolutions 42/226 A et B de l'Assemblée générale	Augmentations (ou diminutions) approuvées à la présente session	Total
(En dollars des Etats-Unis)			
3. Activités productrices de recettes	11 768 000		
a) Premier rapport sur l'exécution du budget-programme (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1, A/43/7/Add.11 et 12, A/C.5/43/SR.46)		2 058 600	
Total		<u>2 058 600</u>	<u>13 826 600</u>
Total, chapitre des recettes	<u>337 330 200</u>	<u>7 113 100</u>	<u>344 443 300</u>

/...

10. A sa 51e séance, le 19 décembre 1988, la Cinquième Commission a examiné les prévisions révisées de dépenses et de recettes à recommander à l'Assemblée générale, pour approbation, pour l'exercice biennal 1988-1989, ainsi que les modalités de financement des crédits ouverts pour 1989. La Commission a pris les décisions ci-après :

a) La Commission a approuvé l'ouverture de crédits révisés pour l'exercice biennal 1988-1989 (voir par. 51, projet de résolution II A);

b) La Commission a approuvé les prévisions de recettes révisées pour l'exercice biennal 1988-1989 (voir par. 51, projet de résolution II B);

c) La Commission a approuvé le projet de résolution sur les modalités de financement des crédits ouverts pour 1989 (voir par. 51, projet de résolution II C).

11. Les décisions prises par la Cinquième Commission durant la présente session de l'Assemblée générale n'ont pas entraîné la création de postes supplémentaires, qu'il s'agisse des postes permanents ou des postes temporaires maintenus. L'adoption de la résolution 43/213 du 21 décembre 1988 relative à l'examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies comportait l'approbation d'une réduction de 1 365 postes d'ici la fin de l'exercice biennal 1988-1989, cette réduction se répartissant comme suit :

SGA/SSG	14
D-2	16
D-1	44
P-5	100
P-4	105
P-3	149
P-2/1	21
Services généraux	<u>916</u>
TOTAL	1 365

III. EXAMEN DE SUJETS PARTICULIERS

1. Prévisions révisées comme suite aux résolutions et décisions adoptées par le Conseil économique et social à ses première et seconde sessions ordinaires de 1988

12. La Commission a examiné cette question à sa 27e séance, le 9 novembre. Elle était saisie du rapport du Secrétaire général à ce sujet (A/C.5/43/5) ainsi que du rapport correspondant du Comité consultatif (A/43/7/Add.1).

13. A la même séance, la Commission a approuvé, par 87 voix contre 2, avec 20 abstentions, l'ouverture d'un crédit additionnel de 53 000 dollars au chapitre 6B du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989 (Questions de développement social à l'échelle mondiale). Il a été procédé au vote enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Algérie, Arabie saoudite, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burundi, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Fidji, Gabon, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mexique, Mongolie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Philippines, Pologne, Qatar, République centrafricaine, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Swaziland, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Etats-Unis d'Amérique, Israël.

Se sont abstenus : Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède.

14. A la même séance, la Commission a également approuvé, par 92 voix contre 7, avec 11 abstentions, l'ouverture d'un crédit additionnel de 185 900 dollars au chapitre 9 du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989 (Sociétés transnationales). Il a été procédé au vote enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

/...

Ont voté pour : Algérie, Arabie saoudite, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burundi, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Ethiopie, Fidji, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mexique, Mongolie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Philippines, Pologne, Qatar, République centrafricaine, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Swaziland, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Israël, Luxembourg, Norvège, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Se sont abstenus : Allemagne, République fédérale d', Australie, Autriche, Belgique, Finlande, France, Irlande, Japon, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Suède.

15. La Commission a également approuvé à la même séance, par 88 voix contre 11, avec 10 abstentions, l'ouverture d'un crédit additionnel de 121 500 dollars au chapitre 19 du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989 [Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)]. Il a été procédé au vote enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Algérie, Arabie saoudite, Argentine, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burundi, Cameroun, Chine, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mexique, Mongolie, Népal, Nicaragua, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Philippines, Pologne, Qatar, République centrafricaine, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie,

/...

Soudan, Suède, Swaziland, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Allemagne, République fédérale d', Australie, Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, France, Israël, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Se sont abstenus : Chili, Espagne, Grèce, Grenade, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Nouvelle-Zélande, Portugal.

16. La Commission a en outre approuvé à la même séance l'ouverture d'un crédit de 10 900 dollars au chapitre 31 (Contributions du personnel), ce crédit étant compensé par l'inscription d'un montant équivalent au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

2. Emploi de consultants et de participants à des groupes spéciaux d'experts

17. La Commission a examiné cette question à sa 27e séance, le 9 novembre. Elle était saisie du rapport du Secrétaire général à ce sujet (A/C.5/43/13) ainsi que du rapport correspondant du Comité consultatif (A/43/7/Add.2).

18. A la même séance, la Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale de prendre acte du rapport du Secrétaire général ainsi que du rapport correspondant du Comité consultatif (voir par. 51, projet de résolution I, sect. I).

3. Centre international de calcul : projet de budget pour 1989

19. La Commission a examiné cette question à sa 29e séance, le 11 novembre. Elle était saisie du rapport du Secrétaire général à ce sujet (A/C.5/43/8 et Corr.1). Le rapport du Comité consultatif a été présenté oralement par le Président du Comité.

20. A la même séance, la Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'approuver le projet de budget du Centre international de calcul pour 1989, pour un montant total de 11 775 000 dollars, selon les indications données dans le rapport du Secrétaire général (A/C.5/43/8 et Corr.1) (voir par. 51, projet de résolution I, sect. II).

4. Premier rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

21. La Commission a examiné le premier rapport du Comité consultatif (A/43/7) à ses 27e et 30e séances, les 9 et 14 novembre.

22. A sa 30e séance, le 14 novembre, la Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale de prendre acte avec satisfaction du premier rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (voir par. 51, projet de résolution I, sect. III).

5. Jugement No 421 du Tribunal administratif des Nations Unies relatif à l'application du facteur de correction de la rémunération aux ajustements de poste pour Genève et Vienne à compter du 1er septembre 1986

23. La Commission a examiné cette question à sa 31e séance, le 15 novembre. Elle était saisie du rapport du Secrétaire général à ce sujet (A/C.5/43/9) ainsi que du rapport correspondant du Comité consultatif (A/43/7/Add.4).

24. A la même séance, la Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'approuver la proposition faite par le Secrétaire général au paragraphe 9 de son rapport (A/C.5/43/9) et tendant à imputer les dépenses additionnelles au titre du budget ordinaire découlant du Jugement No 421 du Tribunal administratif des Nations Unies (soit 439 400 dollars) sur le solde des crédits ouverts pour l'exercice biennal 1986-1987 pouvant être reportés par suite de la suspension des articles 4.3, 4.4 et 5.2 'd) du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies (voir par. 51, projet de résolution I, sect. IV).

6. Prêt à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

25. La Commission a examiné cette question à sa 31e séance, le 15 novembre. Elle était saisie du rapport du Secrétaire général à ce sujet (A/C.5/43/17) ainsi que du rapport correspondant du Comité consultatif (A/43/7/Add.5). A la même séance, la Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'approuver la proposition faite par le Secrétaire général au paragraphe 21 de son rapport ainsi que les recommandations formulées par le Comité consultatif dans le rapport correspondant (voir par. 51, projet de résolution I, sect. V).

7. Emoluments des membres de la Cour internationale de Justice

26. La Commission a examiné cette question à sa 33e séance, le 17 novembre. Elle était saisie du rapport du Comité consultatif à ce sujet (A/43/7/Add.6).

27. A la même séance, la Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'approuver les recommandations figurant aux paragraphes 8 à 11 du rapport du Comité consultatif (voir par. 51, projet de résolution I, sect. VI).

8. Mesures concernant le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990

28. La Commission a examiné cette question à sa 36e séance, le 21 novembre. Elle était saisie du rapport du Secrétaire général à ce sujet (A/C.5/43/2 et Add.1). Le rapport du Comité consultatif a été présenté oralement par le Président du Comité.

/...

29. A la même séance, la Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'approuver les conclusions et recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination aux paragraphes 59 à 65 de son rapport [A/43/16 (Partie I)] (voir par. 51, projet de résolution I, sect. VII).

9. Projets de construction à Addis-Abeba et Bangkok

30. La Commission a examiné cette question à sa 36e séance, le 21 novembre. Elle était saisie du rapport du Secrétaire général à ce sujet (A/C.5/43/16). Le rapport du Comité consultatif a été présenté oralement par le Président du Comité.

31. A la même séance, la Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale de prendre acte du rapport du Secrétaire général (voir par. 51, projet de résolution I, sect. VIII)

10. Prévisions révisées au chapitre 2B (Affaires de désarmement) comme suite aux recommandations du Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement

32. La Commission a examiné cette question à sa 36e séance, le 21 novembre. Elle était saisie du rapport du Secrétaire général à ce sujet (A/C.5/43/20) ainsi que d'un autre rapport du Secrétaire général (A/43/685) dont la section III traitait des activités du Conseil consultatif pour les études sur le désarmement, agissant en sa qualité de Conseil d'administration de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement. Le rapport du Comité consultatif a été présenté oralement par le Président du Comité.

33. A la même séance, la Commission a approuvé, par 96 voix contre 6, avec 2 abstentions, l'ouverture d'un crédit additionnel de 221 100 dollars au chapitre 2B (Affaires de désarmement) du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989. Il a été procédé au vote enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bénin, Birmanie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Danemark, Egypte, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée-Bissau, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Népal, Nigéria, Norvège, Oman, Ouganda, Panama, Pérou, Pologne, Qatar, République centrafricaine, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, République-Unie de Tanzanie, Roumanie,

/...

Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Suède, Swaziland, Tchécoslovaquie, Thaïlande, Togo, Tunisie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela, Yémen, Yémen démocratique, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Ont voté contre : Allemagne, République fédérale d', Belgique, Etats-Unis d'Amérique, Israël, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Se sont abstenus : Italie, Pays-Bas.

11. Prévisions révisées au chapitre 2A (Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité; maintien de la paix) : Mission de bons offices des Nations Unies en Afghanistan et au Pakistan

34. La Commission a examiné cette question à sa 37e séance, le 25 novembre. Elle était saisie du rapport du Secrétaire général à ce sujet (A/C.5/43/22 et Corr.1 et Add.1) ainsi que du rapport correspondant du Comité consultatif (A/43/7/Add.7).

35. A la même séance, la Commission a approuvé l'ouverture d'un crédit additionnel de 13 402 500 dollars au chapitre 2A du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989 (Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité; maintien de la paix) ainsi qu'une augmentation de 5 millions de dollars au chapitre 2 des recettes (recettes générales). La Commission a également approuvé l'ouverture d'un crédit additionnel de 503 400 dollars au chapitre 31 (Contributions du personnel), ce crédit étant compensé par l'inscription d'un montant équivalent au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel).

12. Examen des frais de voyage et des indemnités connexes des participants aux réunions de l'Organisation des Nations Unies

36. La Commission a examiné cette question à ses 39e et 41e séances, les 30 novembre et 5 décembre. Elle était saisie du rapport du Secrétaire général à ce sujet (A/C.5/43/4 et Corr.1) ainsi que du rapport correspondant du Comité consultatif (A/43/7/Add.8).

37. A sa 41e séance, la Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale de faire sienne la recommandation du Comité consultatif relative au versement des indemnités au titre des voyages qui figure au paragraphe 9 du rapport du Comité et de ne pas prendre de décision à la présente session sur les autres questions évoquées dans le rapport du Secrétaire général (A/C.5/43/4 et Corr.1) (voir par. 51, projet de résolution I, sect. IX).

13. Conditions de voyage par avion

38. La Commission a examiné cette question à ses 39e et 41e séances, les 30 novembre et 5 décembre. Elle était saisie du rapport du Secrétaire général à ce sujet (A/C.5/43/31) ainsi que du rapport correspondant du Comité consultatif (A/43/7/Add. 8).

/...

39. A sa 41e séance, la Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale de prendre acte du rapport du Secrétaire général (A/C.5/43/31) (voir par.51, projet de résolution I, sect. X).

14. Organisation et méthodes pour les voyages officiels

40. La Commission a examiné cette question à sa 42e séance, le 6 décembre. Elle était saisie du rapport du Secrétaire général à ce sujet (A/C.5/43/54). Le rapport du Comité consultatif a été présenté oralement par le Président du Comité.

41. A la même séance, la Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale de prendre acte du rapport du Secrétaire général (voir par. 51, projet de résolution I, sect. XI).

15. Prévisions révisées au chapitre 28 (Administration et gestion) :
mise en place d'un système intégré de gestion

42. La Commission a examiné cette question à ses 42e, 44e et 45e séances, les 6, 9 et 12 décembre. Elle était saisie du rapport du Secrétaire général à ce sujet (A/C.5/43/24) ainsi que du rapport correspondant du Comité consultatif (A/43/7/Add.10).

43. A sa 45e séance, la Commission a décidé, par 83 voix contre 4, avec 21 abstentions, de recommander à l'Assemblée générale : a) d'approuver l'exécution, sur une période de trois ans et demi, de la phase I du projet de mise en place d'un système intégré de gestion, pour un coût total ne devant pas excéder 28 millions de dollars, au taux de 1988; b) d'autoriser le Secrétaire général à gérer avec souplesse l'ensemble des ressources approuvées pour ce projet et à les répartir entre les centres de coûts indiqués dans son rapport (A/C.5/43/24, par. 50 et 51); c) d'approuver l'ouverture d'un crédit additionnel de 3 425 700 dollars au chapitre 28A du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989 (Bureau du Secrétaire général adjoint à l'administration et à la gestion), ainsi que l'ouverture d'un crédit additionnel de 358 400 dollars au chapitre 31 (Contributions du personnel), ce dernier étant compensé par l'inscription d'un montant équivalent au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel); et d) d'approuver la procédure que le Secrétaire général se propose de suivre concernant l'utilisation et l'affectation des contributions volontaires, selon les indications données au paragraphe 53 de son rapport. Il a été procédé au vote enregistré et les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Birmanie, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Chine, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Grèce, Guinée-Bissau, Guyana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq,

Irlande, Islande, Jamahiriya arabe libyenne, Japon, Kenya, Koweït, Libéria, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Mexique, Niger, Nigéria, Norvège, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Venezuela, Yémen, Yémen démocratique, Zaïre, Zimbabwe.

Ont voté contre : Australie, Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Union des Républiques socialistes soviétiques.

Se sont abstenus : Allemagne, République fédérale d', Bulgarie, Chili, Egypte, Hongrie, Italie, Jordanie, Mongolie, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République centrafricaine, République démocratique allemande, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Swaziland, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Zambie.

44. La Commission a pris cette décision étant entendu que le Secrétaire général, lorsqu'il exécuterait ce projet, tiendrait compte des vues exprimées par les Etats Membres, s'efforcerait d'éviter tout dépassement de crédit, d'assurer la coordination entre les centres concernés et de faire en sorte que l'expérience des autres organismes des Nations Unies soit dûment prise en considération, et présenterait à l'Assemblée générale à sa quarante-quatrième session, par l'intermédiaire du Comité consultatif, un rapport sur l'état d'avancement de ce projet, y compris sa rentabilité, les avantages qu'on pouvait en attendre et sa contribution aux réformes administratives en cours (voir par. 51, projet de résolution I, sect. XII).

16. Premier rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989

45. La Commission a examiné cette question à sa 47e séance, le 14 décembre. Elle était saisie du rapport du Secrétaire général à ce sujet (A/C.5/43/30 et Add.1 et Add.1/Corr.1) ainsi que des rapports correspondants du Comité consultatif (A/43/7/Add.11 et 12).

46. A la même séance, la Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'approuver une diminution nette de 1 143 100 dollars des crédits approuvés pour l'exercice biennal 1988-1989 et une augmentation nette de 1 240 700 dollars des prévisions de recettes pour le même exercice, ces montants se répartissant comme il est indiqué au paragraphe 4 du rapport du Secrétaire général (A/C.5/43/30/Add.1 et Corr.1). La Commission a également décidé de recommander à l'Assemblée générale de souscrire aux observations formulées par le Comité consultatif dans ses rapports (A/43/7/Add.11 et 12) (voir par. 51, projet de résolution I, sect. XIII).

17. Prévisions révisées pour l'exercice biennal 1988-1989, compte tenu notamment des plans concernant l'application de la recommandation 15 du Groupe d'experts intergouvernementaux de haut niveau relative à la réduction des effectifs, comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 41/213 et 42/211

47. La Commission a examiné cette question dans le cadre de l'examen du point 49 (Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies) à ses 7e, 8e, 9e, 10e, 11e, 12e, 14e, 16e, 18e, 19e, 20e, 21e, 23e, 24e et 50e séances, les 12, 13, 14, 18, 19, 20, 24, 25, 26, 28 et 31 octobre, les 1er et 2 novembre et le 18 décembre. Elle était saisie du rapport du Secrétaire général à ce sujet (A/C.5/43/1/Rev.1 et Add.1 et 2) ainsi que du rapport correspondant du Comité consultatif (A/43/651 et Add.1).

48. A sa 50e séance, le Vice-Président a présenté un projet de résolution (A/C.5/43/L.19), soumis à la suite de consultations officieuses. Egalement à la même séance, la Cinquième Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution A/C.5/43/L.19 (voir A/43/951). A la même séance, la Cinquième Commission a approuvé les prévisions révisées figurant dans les documents A/C.5/43/Rev.1/Add.1 et 2.

18. Versements à la cessation de service dans le cas du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale et de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement

49. La Commission a examiné cette question à sa 50e séance, le 18 décembre. Elle était saisie du rapport correspondant du Comité consultatif (A/43/7/Add.13 et Corr.1).

50. A la même séance, la Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale de souscrire à la recommandation du Comité consultatif concernant les versements à la cessation de service dans le cas du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale et de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (voir par. 52, projet de décision).

IV. RECOMMANDATIONS DE LA CINQUIEME COMMISSION

51. La Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution ci-après :

PROJET DE RESOLUTION I

Questions relatives au budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989

L'Assemblée générale,

I

Emploi de consultants et de participants à des groupes
spéciaux d'experts

Prend acte du rapport du Secrétaire général sur l'emploi de consultants et de participants à des groupes spéciaux d'experts 1/ et du rapport correspondant du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 2/.

II

Centre international de calcul : projet de budget pour 1989

Approuve le projet de budget du Centre international de calcul pour 1989, pour un montant total de 11 775 000 dollars, selon les indications données dans le rapport du Secrétaire général 3/;

III

Premier rapport du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires

Prend acte avec satisfaction du premier rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 4/;

IV

Jugement No 421 du Tribunal administratif des Nations Unies
relatif à l'application du facteur de correction de la
rémunération aux ajustements de poste pour Genève et Vienne
à compter du 1er septembre 1956

Approuve la proposition du Secrétaire général 5/ tendant à imputer les dépenses additionnelles découlant du Jugement No 421 du Tribunal administratif des

1/ A/C.5/43/13.

2/ A/43/7/Add.2.

3/ A/C.5/43/8 et Corr.1.

4/ A/43/7.

5/ A/C.5/43/9, par. 9.

Nations Unies sur le solde des crédits ouverts pour l'exercice biennal 1986-1987 pouvant être reportés par suite de la suspension des articles 4.3, 4.4 et 5.2 d) du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies;

V

Prêt à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

1. Accepte la proposition de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel selon laquelle le remboursement du prêt commencerait en 1990 à raison d'un montant minimum d'un million de dollars par an;
2. Décide que l'arrangement spécial prévu dans sa résolution 42/226 C du 21 décembre 1987 concernant les quotes-parts des Etats Membres de l'ONU sera maintenu en 1989;

VI

Emoluments des membres de la Cour internationale de Justice

Approuve les recommandations figurant aux paragraphes 8 à 11 du rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 6/;

VII

Mesures concernant le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990 7/

Approuve les conclusions et recommandations formulées par le Comité du programme et de la coordination aux paragraphes 59 à 65 de son rapport 8/;

VIII

Projets de construction à Addis-Abeba et Bangkok

Prend acte du rapport du Secrétaire général 9/.

6/ A/43/7/Add.6.

7/ Résolution S-13/2, annexe.

8/ A/43/16 (Partie I).

9/ A/C.5/43/16.

IX

Examen des frais de voyage et des indemnités connexes
des participants aux réunions de l'Organisation des
Nations Unies

Fait sienne la recommandation formulée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires au paragraphe 9 de son rapport 10/ et décide de ne pas prendre de décision à la présente session sur les autres questions évoquées dans le rapport du Secrétaire général 11/;

X

Conditions de voyage par avion

Prend acte du rapport du Secrétaire général 12/

XI

Organisation et méthodes pour les voyages officiels

Prend acte du rapport du Secrétaire général 13/.

XII

Mise en place d'un système intégré de gestion

1. Approuve l'exécution, sur une période de trois ans et demi, de la phase I du projet de mise en place d'un système intégré de gestion, pour un coût total ne devant pas excéder 28 millions de dollars, au taux de 1988;
2. Autorise le Secrétaire général à gérer avec souplesse l'ensemble des ressources approuvées pour ce projet et à les répartir entre les centres de coûts indiqués dans son rapport 14/;

10/ A/43/7/Add.8.

11/ A/C.5/43/4 et Corr.1.

12/ A/C.5/43/31.

13/ A/C.5/43/54.

14/ A/C.5/43/24, par. 51 et 52.

3. Approuve la procédure que le Secrétaire général se propose de suivre concernant l'utilisation et l'affectation des contributions volontaires, selon les indications données au paragraphe 53 de son rapport 15/;

XIII

Premier rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989

Souscrit aux observations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans ses rapports 16/.

PROJET DE RESOLUTION II

Budget-programme de l'exercice biennal 1988-1989

A

Ouverture de crédits révisée pour l'exercice biennal 1988-1989

L'Assemblée générale

Décide que pour l'exercice biennal 1988-1989, le crédit de 1 769 586 300 dollars des Etats-Unis qu'elle avait ouvert par sa résolution 42/226 A du 21 décembre 1987 est augmenté de 19 160 000 dollars des Etats-Unis, cette augmentation étant le résultat net des majorations et diminutions indiquées ci-après :

15/ A/C.5/43/24.

16/ A/43/7/Add.11 et 12.

	Crédits ouverts par la résolution 42/226 A	Majorations (ou dimi- nutions)	Crédits révisés
(Dollars des Etats-Unis)			
<u>Chapitres</u>			
<u>TITRE PREMIER. Politique, direction et</u> <u>coordination d'ensemble</u>			
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	44 932 900	5 280 800	50 213 700
TOTAL, TITRE PREMIER	44 932 900	5 280 800	50 213 700
<u>TITRE II. Affaires politiques et affaires</u> <u>du Conseil de sécurité; maintien</u> <u>de la paix</u>			
2A. Affaires politiques et affaires du Conseil de sécurité; maintien de la paix	80 462 100	18 796 900	99 259 000
2B. Affaires de désarmement	9 430 600	817 000	10 247 600
TOTAL, TITRE II	89 892 700	19 613 900	109 506 600
<u>TITRE III. Affaires politiques, tutelle et</u> <u>décolonisation</u>			
3. Affaires politiques, tutelle et décolonisation	31 824 500	1 594 800	33 419 300
TOTAL, TITRE III	31 824 500	1 594 800	33 419 300

/...

	Crédits ouverts par la résolution 42/226 A	Majorations (ou dimi- nutions)	Crédits révisés
(Dollars des Etats-Unis)			
<u>Chapitres</u>			
TITRE IV. <u>Activités économiques, sociales et</u> <u>humanitaires</u>			
4. Organes directeurs (activités économiques et sociales	2 040 600	(58 200)	1 982 400
5A. Bureau du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale	3 840 100	232 700	4 072 800
5B. Bureau de liaison des commissions régionales	641 000	114 900	755 900
6A. Département des affaires économiques et sociales internationales	40 280 500	1 956 200	42 236 700
6B. Questions de développement social à l'échelle mondiale	12 007 100	(1 745 200)	10 261 900
7. Département de la coopération technique pour le développement	19 922 900	1 994 200	21 917 100
9. Sociétés transnationales	9 529 200	349 500	9 878 700
10. Commission économique pour l'Europe	35 797 400	(1 178 400)	34 619 000
11. Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	33 483 000	2 365 000	35 848 000
12. Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	43 069 900	(258 900)	42 811 000
13. Commission économique pour l'Afrique ...	44 234 600	6 972 600	51 207 200
14. Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale.....	32 599 900	4 166 300	36 766 200
15. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	78 936 000	(1 977 800)	76 958 200

/...

	Crédits ouverts par la résolution 42/226 A	Majorations (ou dimi- nutions)	Crédits révisés
(Dollars des Etats-Unis)			
<u>Chapitres</u>			
16. Centre du commerce international	12 242 800	1 166 300	13 409 100
17. Centre pour la science et la technique au service du développement	3 971 300	(147 300)	3 824 000
18. Programme des Nations Unies pour l'environnement	10 651 100	(59 800)	10 591 300
19. Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)	8 356 100	366 400	8 722 500
20. Contrôle international des drogues	8 750 200	(1 316 600)	7 433 600
21. Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	39 444 400	(3 512 400)	35 932 000
22. Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe	7 289 400	(344 600)	6 944 800
23. Droits de l'homme	17 008 800	(71 600)	16 937 200
24. Programme ordinaire de coopération technique	32 346 100	72 300	32 418 400
TOTAL, TITRE IV	496 442 400	9 085 600	505 528 000
<u>TITRE V. Justice internationale et droit international</u>			
25. Cour internationale de Justice	12 527 700	723 100	13 250 800
26. Activités juridiques	16 706 000	(72 000)	16 634 000
TOTAL, TITRE V	29 233 700	651 100	29 884 800

/...

	Crédits ouverts par la résolution 42/226 A	Majorations (ou dimi- nutions)	Crédits révisés
(Dollars des Etats-Unis)			
<u>Chapitres</u>			
TITRE VI. <u>Information</u>			
27. Information	77 001 700	1 254 100	78 255 800
TOTAL, TITRE VI	77 001 700	1 254 100	78 255 800
TITRE VII. <u>Services communs d'appui</u>			
28. Administration et gestion	377 150 000	(5 999 200)	371 150 800
29. Services de conférence et bibliothèques	333 779 200	(8 828 800)	324 950 400
TOTAL, TITRE VII	710 929 200	(14 828 000)	696 101 200
TITRE VIII. <u>Dépenses spéciales</u>			
30. Obligations émises par l'Organisation des Nations Unies ...	3 520 800	-	3 520 800
TOTAL, TITRE VIII	3 520 800	-	3 520 800
TITRE IX. <u>Contributions du personnel</u>			
31. Contributions du personnel	266 605 900	(3 385 800)	263 220 100
TOTAL, TITRE IX	266 605 900	(3 385 800)	263 220 100
TITRE X. <u>Dépenses d'équipement</u>			
32. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	19 202 500	(106 500)	19 096 000
TOTAL, TITRE X	19 202 500	(106 500)	19 096 000
TOTAL GENERAL	1 769 586 300	19 160 000	1 788 746 300

/...

B

PREVISIONS DE RECETTES REVISEES POUR L'EXERCICE BIENNAL 1988-1989

L'Assemblée générale

Décide que, pour l'exercice biennal 1988-1989, les prévisions de recettes d'un montant de 337 330 200 dollars des Etats-Unis qu'elle avait approuvées par sa résolution 42/226 B du 21 décembre 1987 sont majorées de 7 113 100 dollars des Etats-Unis, cette majoration étant le résultat net des majorations et diminutions indiquées ci-après :

	Montants approuvés dans la résolution 42/226 B	Majorations (ou dimi- nutions)	Montants révisés
(Dollars des Etats-Unis)			
<u>Chapitres</u>			
<u>Chapitres des recettes</u>			
TITRE PREMIER. <u>Recettes provenant des contributions du personnel</u>			
1. Recettes provenant des contributions du personnel	271 019 900	(3 438 400)	267 581 500
TOTAL, TITRE PREMIER	271 019 900	(3 438 400)	267 581 500
TITRE II. <u>Autres recettes</u>			
2. Recettes générales	54 542 300	8 492 900	63 025 200
3. Activités productrices de recettes ...	11 768 000	2 058 600	13 826 600
TOTAL, TITRE II	66 310 300	10 551 500	76 851 800
TOTAL GENERAL	337 330 200	7 113 100	344 443 300

/...

C

EXECUTION DU BUDGET POUR L'ANNEE 1989

L'Assemblée générale

Décide que, pour l'année 1989 :

1. Des dépenses prévues au budget d'un montant de 900 853 150 dollars des Etats-Unis, soit 884 793 150 dollars des Etats-Unis représentant la moitié des crédits initialement ouverts pour l'exercice biennal 1988-1989 par la résolution 42/226 A de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1987, plus 19 160 000 dollars correspondant à l'augmentation des crédits ouverts approuvée à la quarante-troisième session par la résolution A ci-dessus, moins 3 100 000 dollars représentant la réduction due aux économies réalisées lors de la liquidation des engagements pour l'exercice biennal 1984-1985 et à l'annulation des crédits correspondants, conformément au paragraphe 6 de la résolution 40/236 A de l'Assemblée générale, seront couvertes comme suit, conformément aux articles 5.1 et 5.2 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies :

- a) Jusqu'à concurrence de 5 706 650 dollars par :
 - i) La moitié des recettes, autres que les contributions du personnel, prévues initialement pour l'exercice biennal 1988-1989 dans la résolution 42/226 B du 21 décembre 1987, à savoir 25 155 150 dollars, compte non tenu des prévisions de recettes au chapitre 2 (16 millions de dollars) au titre du remboursement du prêt consenti à l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel;
 - ii) L'augmentation des prévisions de recettes, autres que les contributions du personnel, approuvée dans la résolution B ci-dessus, à savoir 10 551 500 dollars;

b) Jusqu'à concurrence de 5 146 500 dollars, par les contributions dues par les Etats Membres en vertu de la résolution 43/223 de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 1988, relative au barème des quotes-parts pour les années 1989, 1990 et 1991;

2. Il sera déduit des contributions dues par les Etats Membres, conformément aux dispositions de la résolution 973 (X) de l'Assemblée générale en date du 15 décembre 1955, leurs soldes créditeurs respectifs au Fonds de péréquation des impôts, soit un montant total de 118 072 438 dollars, à savoir :

a) 135 509 950 dollars représentant la moitié du montant estimatif des recettes provenant des contributions du personnel qui a été approuvé par la résolution 42/226 B;

b) Moins 3 438 400 dollars représentant le montant estimatif de la diminution des recettes provenant des contributions du personnel qui a été approuvé par la résolution B ci-dessus;

/...

c) Moins 13 999 112 dollars représentant la diminution du montant effectif des recettes provenant des contributions du personnel par rapport aux montants révisés pour l'exercice biennal 1986-1987 qui ont été approuvés par la résolution 42/213 B de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1987.

52. La Cinquième Commission recommande également à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution ci-après :

Versements à la cessation de service dans le cas du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale et de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement

L'Assemblée générale, ayant examiné le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires 17/, souscrit à la recommandation figurant au paragraphe 7 du rapport du Comité consultatif concernant les versements à la cessation de service dans le cas du Directeur général au développement et à la coopération économique internationale et de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement.

17/ A/43/7/Add.13 et Corr.1.